

DROGUES ET MINEUR-E-S

# Seringues d'adultes?



Durant l'année 2000, abrigado a distribué, en moyenne, 166 seringues par jour, avec un taux de retour de presque 90 pour cent. (photo: Christian Mosar)

**Le projet "abrigado", qui vient en aide aux toxicomanes, lance la discussion sur la prise en charge de consommateur-trice-s mineur-e-s en refusant à ces jeunes des seringues stériles.**

Malgré une nouvelle loi, qui légalisera enfin les programmes de méthadone et de soutien aux toxicomanes tolérés depuis des années, les collaborateurs et collaboratrices du projet "abrigado Szene-Kontakt" - dont le container est situé près de la gare de Luxembourg-Ville - ont décidé de faire des distributions de seringues stériles plus sélectives que par le passé. En effet, le bilan pour l'année 2000 de ce projet de travail social constate une confrontation avec des client-e-s de plus en plus jeunes, ce qui poserait des problèmes spécifiques quant à la question des mineur-e-s. D'un côté, les lois sur la protection de la jeunesse présentent des risques de poursuite en justice pour les personnes travaillant à "abrigado", de l'autre, l'opinion publique reste paradoxale: Elle encourage bien le travail avec des jeunes en détresse, mais peut être tout aussi menaçante. Exemples d'opinions propagées: "Vous soutenez la consommation de drogues. Vous n'avez pas de conscience professionnelle

et de morale. Vous devez forcer les jeunes à arrêter avec les drogues." Voilà pourquoi "abrigado" a fait part de sa décision de ne plus donner de seringues aux mineur-e-s.

En effet, si l'on accepte en général que la distribution de seringues est une mesure de politique de santé et non pas une incitation à la consommation, les choses semblent différentes dès qu'il s'agit de "nos chers petits". Ainsi, selon "abrigado": "Les collaborateurs ont le fort sentiment d'être le bouc émissaire pour beaucoup de choses qui ne marchent pas dans notre société. C'est une catastrophe quand un jeune consomme des drogues. Il semble moins grave quand il se trouve à la rue et n'a rien à manger." Ainsi, "abrigado" met l'accent sur la grande détresse psychosociale de leur jeune clientèle (absence d'emploi, rupture familiale, manque de formation, sans domicile fixe, ...) La consommation de drogues est-elle cause ou conséquence dans ce processus de marginalisation?

En tout cas, la possible contra-productivité de la mesure décidée par "abrigado" est évidente. "Qu'il y ait aussi des mineurs qui consomment des drogues, est une réalité qu'on ne peut pas ignorer. Leur permettre d'avoir du matériel stérile me semble être une mesure de protection minimale", explique Henri Grün, chargé de direction de la "Jugend- an Drogenhëllef" (JDH). "Il ne faut pas oublier qu'une telle distribution de seringues est aussi un moyen d'entrer en contact avec ces jeunes. Ce premier contact peut permettre une relation de confiance et, finalement, une aide qui va plus loin."

Parmi les 1.262 personnes différentes qui se sont adressées à "abrigado" depuis 1995, 3,6 pour cent sont mineures. Un chiffre approximatif, puisqu'on évite les contrôles de la carte

d'identité. Comment contrôler alors qui est vraiment mineur et qui ne l'est pas? Sylvie Heirens, psychologue diplômée, travaillant au sein de l'équipe d'"abrigado", consent que c'est là une question difficile: "Il y a bien sûr les clients dont nous savons qu'ils sont mineurs, parce qu'ils nous l'ont dit. On leur a expliqué notre situation et ils comprennent très bien la décision de ne plus leur donner de seringues stériles. Bien sûr, ces concernés savent se débrouiller pour s'en procurer quand même. Dans les cas de nouveaux clients jeunes, on sera bien obligé de leur demander leur âge. Mais nous ne demanderons pas leurs papiers pour autant."

## Dangereux mélanges

Il semble que la volonté d'"abrigado" soit avant tout de clarifier, une bonne fois pour toute, cette situation. Sylvie Heirens parle d'une réunion possible avec les membres du parquet général, afin de discuter ce problème au niveau juridique. En tout cas, pas un seul cas de ce genre n'a été traité par les tribunaux luxembourgeois jusqu'à ce jour. Henri Grün invoque également une discussion à ce sujet au sein de la prochaine commission interministérielle: "Nous avons demandé que ce point soit mis à l'ordre du jour."

Quant à la constatation d'"abrigado" que sa clientèle devient de plus en plus jeune, cette tendance ne se vérifie pas forcément au niveau national. Si l'on ne prend que les statistiques de "MSF-Solidarité Jeunes", une structure d'accueil spécifique pour mineur-e-s d'âge, on constate bien une augmentation de leur clientèle - 70 nouveaux clients en '99. Mais la substance impliquée était, dans 65,7 pour cent des cas, le cannabis (contre 21,2 pour cent pour l'héroïne). Ce qui se vérifie aussi au centre de consultation de la JDH. "Le sujet en soi est plus discuté. Les parents sont plus prêts à réaliser que leur enfant consomme des drogues et à en parler. Qu'il y ait donc plus de consultations ne veut pas dire forcément que la consommation ait aussi augmenté."

Reste la tendance du polyusage qui est de plus en plus à la mode de par l'Europe. La consommation accrue de médicaments psychotropes, parallèlement aux drogues classiques, peut avoir plusieurs raisons, notamment économiques. De plus, une pilule est considérée comme une substance légale et se prend discrètement. Pourtant, les mélanges de médicaments et d'héroïne sont fréquents ... et très dangereux. "Dans la plupart des cas de surdosage, auxquels nous étions confrontés au sein de notre structure d'accueil "Kontakt 25", on a constaté des mélanges avec des médicaments", explique Henri Grün. Une fois arrivé là, l'âge ne fait plus beaucoup de différences.

Germain Kerschen

## Pas de cannabisme au Luxembourg

La rumeur avait fait sourire: Apparemment, la nouvelle loi sur les stupéfiants, qui n'est pas encore entrée en vigueur, ne permettrait plus aux policiers et aux douaniers d'effectuer des contrôles en cas de flagrant délit d'usage, de détention, d'acquisition ou de transport de cannabis. L'argumentation avancée: sans peine de prison possible, plus de flagrant délit possible, donc plus d'arrestation. Jean-Pierre Klopp, procureur général d'Etat, a néanmoins su calmer les esprits en renvoyant à l'article 3 qui dispose que "lorsqu'il existe des présomptions d'infraction à la présente loi ou aux règlements pris en son exécution, les officiers de police judiciaire ainsi que les agents des douanes et de la police ont le droit de visiter et de contrôler tous les moyens de transport et bagages à main ainsi que de procéder aux fouilles corporelles. Ils peuvent aussi procéder aux visites, perquisitions et saisies requises (...) également dans les maisons d'habitation ou appartements (...)". Il ajoute que sous l'empire de la nouvelle loi, la consommation de drogues garde le caractère d'une infraction et les autorités continuent à disposer des moyens pour assurer l'application de la loi. Tout danger de cannabisme ambiant semble donc endigué.

## Blanchiment ou boîte noire

Mercredi dernier, il était à la une du Tageblatt: André Lussi, président de Clearstream, suspendu suite à l'enquête judiciaire ouverte par le Parquet luxembourgeois. Rappelons qu'en mars dernier la publication du livre Révélation\$ avait ouvert une discussion sur le rôle de Clearstream dans le blanchiment d'argent. "Le Tageblatt a-t-il des comptes chez Clearstream", demandait promptement un communiqué du groupe luxembourgeois "Observatoire des Médias". En effet, dans les articles du Tageblatt, le livre et l'enquête actuelle étaient interprétés comme des machinations de la "Deutsche Börse" contre André Lussi, afin de mettre la main sur Clearstream. Il y était affirmé, de source sûre, que "André Lussi compte être totalement blanchi au terme de l'enquête". Pas de problème, vu que le blanchiment est notre spécialité nationale...

D'après le Luxemburger Wort, il s'agirait plutôt d'une scène de ménage à trois, avec la Deutsche Börse, la Cedel et Euroclear. Mais peu nous importe à quelle sauce l'argent des citoyen-ne-s est englouti. Dans le Monde du 10 mai, plusieurs magistrats engagés dans la lutte contre la criminalité financière ont montré la voie: placer sous contrôle d'un organisme public international tous ces instituts de clearing, qui pourraient alors servir de "boîtes noires" de la circulation des capitaux.

## Ghostbusters à Cattenom (suite)

Greenpeace Luxembourg tire la sonnette d'alarme. EDF aurait l'intention de redémarrer la tranche Cattenom 3 sans avoir éclairci entièrement les problèmes qui s'y étaient posés (voir WOXX du 20 avril). "15 ans après Tchernobyl, l'industrie nucléaire n'a toujours rien compris, ni à l'est, ni à l'ouest", critique Roger Spautz de Greenpeace. Il s'appuie sur un article de la revue "Nucleonics Week", selon lequel la cause première des dommages et défauts d'étanchéité sur les éléments combustibles ne serait toujours pas comprise. EDF pourrait même demander un redémarrage de la tranche afin de faciliter les investigations - pour voir, en quelque sorte...

Charles Montorio, responsable de la communication à la centrale de Cattenom, nous a confirmé qu'un dossier proposant un redémarrage venait d'être soumis à l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). D'après lui, si les investigations sur l'origine des problèmes ne sont pas terminées, des garanties d'un démarrage dans de bonnes conditions seraient toutefois données. Philippe Saint Raymond, directeur-adjoint de l'ASN, s'est montré plus sceptique: "Le fait que le problème n'est pas entièrement éclairci ne constitue pas un élément favorable." Le dossier sera cependant instruit dans les semaines à venir.

